

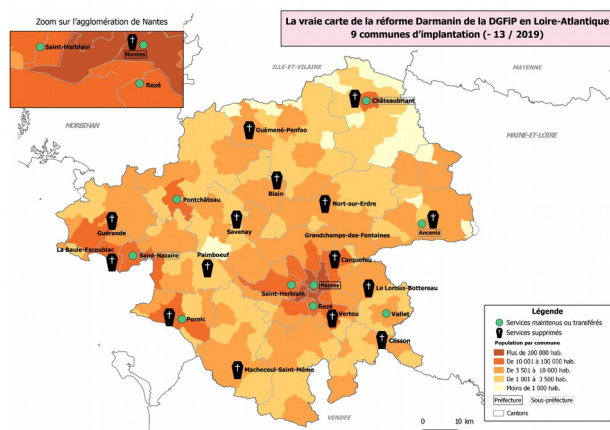
NOUS NE SOMMES PAS DES PIONS

Le bétail mené à l'abattoir bénéficie de plus de considération de la part des boucher-es que les agent-es des Finances de la part de Darmanin & Co. Les termes sont éloquentes puisqu'il est question « **d'évolution des stocks** » pour parler des évolutions des effectifs. Le plan de restructuration va pourtant concerner au moins 750 agent-es à la Drfip44 selon nos calculs provisoires. Des agent-es qui connaîtront une mobilité géographique et/ou fonctionnelle sans aucune prise en compte de leurs vies personnelles.

Nationalement, les structures ouvertes au public vont passer de **3155 en 2019 à 1632 en 2022, soit une différence de 1767.**

Bercy entend donc supprimer plus de la moitié des vrais accueils du public pour les remplacer par sa poudre de perlimpinpin des « accueils de proximité ».

La Cgt, avec l'intersyndicale, construit la riposte. L'opération boule de neige dont nous parlions dans le précédent numéro se met en place. **Carte pétition, pétition en ligne, conférences de presse, distribution au public, nous invitons tout le monde à y prendre sa part !**



ESCAPE GAME

En France, 29% des recettes de l'impôt sur les sociétés sont perdues à cause de l'**#EvasionFiscale** des multinationales ! Soit 14 milliards par an de manque à gagner pour l'État. 30 fois plus qu'en 2000. Selon cette étude du CEPII, 9 des 10 premiers pays d'enregistrement des profits manquants en France sont européens. Pourtant rappelons que l'Union Européenne et la France ne reconnaissent aucun paradis fiscal en Europe.

D'où cette question naïve : pourquoi les profits des multinationales sont-ils déclarés dans des pays comme le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse ou Singapour si ce n'est pour échapper à l'impôt sur les sociétés ?

Mais Bercy et le gouvernement ont déjà choisi leur camp ! Plutôt que développer les moyens du contrôle fiscal, nous allons développer « l'offre de conseil fiscal ! ». Et après, les dirigeant-es nous diront qu'il n'y a pas d'argent pour financer les services publics...

MENSONGE PAR OMISSION

Nous ne sommes pas au bout de nos surprises dans le plan de restructuration de la DRFIP 44 tant il comporte de zones d'ombre. Ainsi, nous venons d'apprendre que contrairement aux affirmations de Mme PY, la **fusion des deux PCE nantais** est bel est bien à l'ordre du jour.

Combien d'autres découvertes allons nous faire tant la communication de la directrice locale est insincère. Nous noterons donc qu'à ce niveau, la gestion du plan de restructuration est placée sous le signe de la déloyauté envers les agent-es.

PLAN DE COM' MAIS POUR QUI ?

Dans le plan de communication de Bercy que doivent appliquer à la lettre les directions locales, il est fait état de « s'adresser aux élus locaux » pour mieux vendre la marchandise frelatée de la géographie revisitée.

Mais de qui parle-t-on ? Le maire d'Ancenis, en même temps président de la COMPA (l'interco du pays d'Ancenis) a vu rouge quand il a appris la fermeture de « sa » trésorerie par hasard. Nous lui avons aussi appris que la DRFIP organisait le vendredi 21 juin une réunion en Préfecture avec les élu-es « important-es ». Visiblement, il n'en faisait pas partie.

Les élu-es locaux sont traité-es comme les simples agent-es et leur avis n'est pris en compte que pour la forme. Ce qui n'empêche pas Mme PY de mettre en concurrence les collectivités locales pour obtenir des mises à disposition gratuite de locaux pour nos futures implantations ! **Il n'y a décidément aucune limite à l'indécence !**

L'intersyndicale, dont la Cgt, a donc rencontré dès lundi le maire d'Ancenis. Ensemble, nous avons convenu d'organiser un débat public pour le maintien des Finances publics à Ancenis : le **4 juillet de 18h à 20h à la salle Loire "espace Edouard Landrain"**. 150 places avec micros et vidéo-projecteur si besoin.

Il faut remplir la salle !

